Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/10/2025



## DECISION DU PRESIDENT DELEGATION DU COMITE SYNDICAL

N°DC-2025-199

## Objet:

Mandat pour le dépôt du DLE concernant les travaux d'implantation de piézomètres (action QT4)

Mandat de dépôt

## LE PRESIDENT,

Vu l'arrêté interpréfectoral n°117 du 29 décembre 2023 relatif à l'adhésion de la Communauté d'agglomération Loire Forez, des communautés de communes des Vals d'Aix et d'Isable, du Pays d'Urfé et de Marcigny au syndicat mixte « Roannaise de l'eau » ;

Vu la délibération n°2025-063 du Comité Syndical du 17 septembre 2025 donnant délégation de pouvoir au Président pour passer les conventions relatives à la mise en œuvre des actions pour la gestion des milieux aquatiques ;

Considérant que cette action sur le suivi de la nappe souterraine est inscrite dans la fiche action QT4 de l'Accord de Territoire Loire et affluents rive gauche en Roannais;

Considérant que cette opération consiste à implanter 3 trinômes de piézomètres dans la plaine du Roannais ;

Considérant que chaque trinôme sera composé de 3 forages et des sondes nécessaires à la prise de mesures et à l'enregistrement du niveau d'eau dans chacun d'entre eux ;

Considérant que ces travaux nécessitent une déclaration préalable aux services de l'Etat ;

Considérant que le SAFEGE/SUEZ Consulting intervient en tant que maître d'œuvre sur ces travaux ;

En conséquence, Monsieur le Président

## **DECIDE**

1°) de donner mandat au groupement SAFEGE/SUEZ Consulting pour le dépôt du dossier loi sur l'eau sur le site Service-public.fr ;

Roanne, le 8 octobre 2025

Daniel FRECHET

Le Président



Mandat de dépôt d'une déclaration loi sur l'eau	
Je soussigné (comme « Mandant » déclare sur l'honneur donner mandat à la « Mandataire », aux fins qu'elle dépose numériquement sur le demande d'autorisation environnementale décrite aux article l'environnement, relative au projet _Réseau piézomètres R	a personne ci-dessous désignée comme e site Service-public.fr le dossier de ma cles L.181-1 et suivants du code de
Cadre réservé au MANDANT :	7
Si personne physique :         Nom :	_
Si personne morale : Organisme : Roannaise de l'Eau SIRET : 1 200 094 662 00018 Adresse du siège social : 98 rue Jean Jaurès Code postal et ville : 42300 Roanne représentée par :	
Nom : Prénom(s) : Né(e) le : à	
Cadre réservé au MANDATAIRE :	*
Nom de la personne en charge du dossier : Vesin Prénom(s) de la personne en charge du dossier : Clémence Organisme : SAFEGE / SUEZ Consulting SIRET : 54202182900875	-
Adresse du siège social : 18 rue Felix Mangini Code postal et ville : 69009 Lyon	- -
	Fait à
	Le
Cignature du mandant	Signatura du mandatairo

Signature du mandant :

Signature du grandata la sulting

Bât. UNIVERSAONE
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application du 18d Politique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application de votre destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application de votre destiné à l'instruction de votre dossier par les agents de l'Etat en application de votre destiné à l'instruction de votre de l'experiment de l'instruction de votre destiné à l'instruction de votre de l

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberte » dans sa demière 70 version modifiée du 20 juin 2018, vous disposes d'un drait d'accès de partification de la loi « informatique et liberte » dans sa demière 70 version modifiée du 20 juin 2018, vous disposes d'un drait d'accès de partification de la loi « informatique et liberte » dans sa demière 70 version modifiée du 20 juin 2018, vous disposes d'un drait d'accès de partification de la loi « informatique et liberte » dans sa demière 70 version modifiée du 20 juin 2018, vous disposes d'un drait d'accès de partification de la loi « informatique et liberte » dans sa demière 90 version modifiée du 20 juin 2018 vous disposes d'un drait d'accès de partification de la loi « informatique et liberte » dans sa demière 90 version modifiée du 20 juin 2018 vous disposes d'un drait d'accès de partification de la loi « informatique et liberte » dans sa demière 90 version modifiée du 20 juin 2018 vous disposes d'un drait d'accès de partification de la loi « informatique et liberte » dans sa demière 90 version de la loi « informatique et liberte » dans sa demière 90 version de la loi « informatique et liberte » dans sa demière 90 version de la loi « informatique et liberte » dans sa demière 90 version de la loi « informatique et liberte » dans la version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au Ministère de la Transition Ecologique et Solidère, Direction Générale de la Prévention et des Risques. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.